

IARC International Agency for Research on Cancer

=

CIRC Centre International de Recherche sur le Cancer (Lyon France)



Marketplace CBC : santé : étude de la téléphonie mobile

Polémique à l'IARC

Émission : Novembre 25, 2003

Il y a quelques années, il soufflait un vent de panique sur quelque chose appelée DEHP. On en a trouvé dans des sacs en plastique, des poches de sang, et des tubes en plastique de toutes sortes. Le DEHP rendait le plastique mou, pliable et solide. Il a provoqué des problèmes chez les rats, dont la stérilité.

Après une revue complète, l'IARC a décidé de diminuer le risque de cancer dû au DEHP. Cela a ouvert la porte pour un usage plus répandu.

Pour Lorenzo Tomatis, la diminution du DEHP était un signe évident que l'IARC avait laissé l'industrie s'approcher trop près de la science. Lui et 30 autres scientifiques du monde entier décidèrent de rendre publique leurs craintes en déclarant que permettre aux responsables de l'industrie de prendre part aux décisions de l'IARC sur ce qui est un « compromis cancérigène pour la santé publique » et ces rapports scientifiques montrant un lien possible avec un cancer qui avaient été « ignorés ou supprimés intentionnellement. »



Lorenzo Tomatis

"Si vous supprimez le soupçon d'un risque," indiquait Tomatis, "vous donnez le feu vert et cela peut créer un danger particulier pour le public."

Paul Kleihues a succédé à Tomatis à la tête de l'IARC. Il dit que ces critiques tiennent toujours l'industrie pour l'ennemi de la santé publique.

"S'ils n'ont pas de raisons scientifiques, ils suggèrent un conflit d'intérêt de l'industrie ou des participants qui ont un intérêt vénal. Nous ne croyons pas qu'une quelconque de nos décisions récentes aient été finalement influencées par l'industrie."

Kleihues a rejeté l'accusation et empêché Lorenzo Tomatis de ne jamais revenir dans l'immeuble.

"Il m'a dit que j'étais une personne indésirable et m'avait fait sortir de l'immeuble sous l'escorte de deux témoins, en disant que je n'étais pas autorisé à revenir. Je pense que même Saddam Hussein pourrait revenir à l'IARC, mais pas moi. Je trouve cela totalement absurde, parce que c'est basé sur un désaccord sur l'interprétation de données scientifiques."

"Nous ne l'avons pas exclu en raison d'un désaccord scientifique," dit Peter Kleihues. "Il est inacceptable qu'il remette en cause notre intégrité, notre recherche pour la vérité scientifique. **Si la vérité scientifique n'est plus notre principe fondamental, nous ferions mieux de quitter les lieux.**"



Peter Kleihues

Que signifient ces chamailleries pour l'étude de la téléphonie mobile, et pour tous ceux d'entre nous qui utilisent un téléphone cellulaire ? Les critiques accusent l'IARC de ne pas suffisamment se battre pour tenir l'influence et l'argent de l'industrie loin de la science. *Marketplace* s'est demandé si l'argent de l'industrie pouvait influencer l'étude de l'IARC sur la téléphonie mobile, en particulier au Canada.

J' appelle Le Canada

Dan Krewski, du centre McLaughlin pour l'Évaluation des Risques Sanitaires de la Population de l'Université d'Ottawa, est l'un des principaux scientifiques du Canada pour l'étude de l'IARC.

"Ce sera la plus grande étude sur le cancer cérébral jamais entreprise, et elle nous donnera l'occasion de vraiment regarder en détail les moindres risques de la technologie cellulaire."

Krewski dispose d'environ un million de dollars pour financer sa partie de la recherche de l'IARC.

La plus grande partie provient de l'Association canadienne Sans Fil et Télécommunications – le groupe du lobby de l'industrie du téléphone cellulaire.

"Nous avons à l'origine approché le CWTA par l'intermédiaire de Roger Poirier qui était alors président et responsable exécutif de l'organisation."

Poirier est celui qui avait dit que les études des téléphones cellulaires et des cancers montraient « qu'il n'y a pas d'effets négatifs pour la santé... ».



Dan Krewski

L'actuel responsable de l'association est Peter Barnes. Il déclare que le million de dollars versé par son groupe de lobby au centre de Krewski ne l'engage à rien.

"Je veux dire que nous signons fondamentalement un chèque chaque année pour une durée de cinq ans, nous nous engageons, et ne voulons rien savoir en dehors du fait que l'argent est utilisé pour la recherche qui est l'extension de notre engagement."

L'IARC a indiqué à Marketplace que le Canada est le seul des 13 pays dans l'étude à percevoir des subventions directement issues de l'industrie de la téléphonie mobile.

La recherche de *Marketplace* a constaté que le CWTA et ses membres ont investi 1 million de dollars pour aider à établir le centre de R. Samuel McLaughlin pour l'Évaluation des Risques Sanitaires de la Population de l'Université d'Ottawa - là où Dan Krewski fait sa recherche sur le téléphone cellulaire.

Le centre de Krewski reçoit les chèques directement du CWTA. Mais pour obtenir les relations estampillées officiellement de « bras long », il a dû accepter que le marché soit revu par les instituts canadiens de la recherche sanitaire, qui a également dépensé 220 000 dollars provenant du gouvernement.

Selon les directives de l'IARC, ce financement doit être indirect – c'est pour cela qu'il a transité par le CIHR. De ce fait, le financement n'est pas directement lié à l'industrie.

L'étude n'est pas le seul lien de Krewski à l'égard de l'industrie de la téléphonie mobile. Si vous recherchez des informations sur Internet au sujet des téléphones cellulaires, vous pouvez aboutir au Centre de Ressource et d'Information de la Technologie sans Fil – payé par le CWTA.

Krewski préside le groupe consultatif scientifique du Centre de Ressource et d'Information de la Technologie sans Fils. Roger Poirier – ancien responsable du CWTA – gère le site web. Un autre lien entre le scientifique de la téléphonie cellulaire et du lobby de la téléphonie cellulaire - l'homme qui a négocié le marché à un million de dollars – est un consultant payé par la grande étude sur la téléphonie cellulaire de pour l'IARC.

Lors de notre entretien téléphonique avec Poirier, il nous a dit que sa participation dans l'étude de la téléphonie mobile est mineure et purement technique. Il n'a pas voulu nous parler devant les caméras.

Krewski a décrit la participation de Poirier comme "une liaison."

"Il nous met en contact avec les bonnes personnes quand nous avons besoin d'informations sur des aspects techniques des téléphones cellulaires pour l'étude de l'OMS..." Il ne voit pas les résultats scientifiques, il ne participe à aucune réunion scientifique."

Un organigramme que nous produisons pour Krewski montre les mêmes noms et les liens qui reviennent fréquemment.

"Je peux imaginer quelle sorte de perception vous pourriez avoir à ce sujet, qui aurait pour conséquence des complications, mais si vous comparez réellement les rôles des organisations et agences que vous avez sur votre organigramme et ce qu'elles font réellement, l'industrie, en réalité, a les mains propres, aussi bien au Canada qu'à l'étranger" dit Krewski.

Mais ce n'était pas aussi clair en Europe. Les scientifiques de l'IARC disent que l'industrie de la téléphonie mobile européenne a essayé de négocier plus d'influence sur la fin de l'étude.

"Non seulement nous voulions éviter tout biais, mais en plus nous ne voulions pas être engagés auprès d'une industrie qui n'aurait pas apprécié les résultats et aurait essayé toutes sortes de manigances » dit Peter Kleihues de l'IARC.

Kleihues nous a indiqué que des représentants de l'industrie se présentèrent alors que les négociations sur l'étude furent engagées.

"Ils voulaient nous donner de l'argent. Ils nous ont dit « faites-en plus vous serez heureux parce que nous sommes tellement intéressés, nous sommes sous pression, nous aimerions une étude plus importante et meilleure », et nous répondîmes « non, ce n'est pas possible, nous ne pouvons pas accepter d'argent ».

"Ouais, fondamentalement nous avons refusé jusqu'à ce qu'un contrat fut élaboré pour nous assurer que nous n'avions aucun lien », répondit la scientifique Elisabeth Cardis.

Cela signifie qu'il existe toujours un financement de l'industrie en Europe, mais une troisième partie gère l'argent. Au Canada, l'argent de l'industrie va au centre de Dan Krewski.

"Nous nous efforçons à travers divers mécanismes de nous assurer que tout va bien dans les pays engagés dans la recherche...pour voir quels mécanismes ont été mis en place. Nous avons préparé des déclarations d'intérêt par exemple : nous avons renseigné les sources. Nous avons fait des copies de tous les contrats. Si nous soupçonnons qu'un quelconque centre peut avoir un éventuel conflit d'intérêt, ce centre ne sera pas inclus dans l'analyse internationale » dit Cardis

Cardis ajoute que les connections impliquées dans la partie canadienne de l'étude ne lui semblent pas présenter de conflit d'intérêt. Mais son chef – le responsable Paul Kleihues de l'IARC – ne paraît pas intéressé par nos découvertes.

"Eh bien, je pense qu'il y a de quoi se sentir concerné. Habituellement, l'industrie ne vous fait pas de cadeau. Cela signifie que l'industrie attend quelque chose en retour de l'argent qu'elle dépense, et je pense que nous devrions nous en préoccuper. Il y a matière à nous inquiéter et nous devons découvrir si c'est une raison suffisante pour exclure cette branche de l'étude ou non."

Kleihues poursuit en indiquant que, compte tenu de ce qu'il peut voir, la partie canadienne de l'étude semble avoir été mise en place soigneusement et en respectant les règles.

Tandis que nous continuions à chercher, nous avons découvert que non seulement le lobby canadien de la téléphonie mobile finance en grande partie les recherches de Krewski à l'Université d'Ottawa, mais qu'il a également un impact sur son salaire. Nous avons appris que l'argent du CWTA lâche l'argent du gouvernement qui constitue une part du salaire de Krewski. Krewski dit que ces arrangements ne concernent personne.

Le responsable de l'IARC - Paul Kleihues nous a dit qu'il passait en revue tous les contrats à la recherche d'éventuels conflits d'intérêt tels que celui de Krewski. Il a indiqué qu'aucune décision ou changement n'interviendrait avant la réunion de l'IARC prévue à la mi-décembre.

Quant à l'étude elle-même - elle ne sera pas terminée avant plusieurs années. Aussi préparez-vous à attendre encore un long moment avant que nous ayons une quelconque réponse définitive sur cette vieille énigme concernant les téléphones cellulaires et les cancers.

Tous les téléphones cellulaires au Canada suivent les directives de base pour la sûreté des radiations. Mais n'importe quelle personne concernée par l'exposition peut prendre quelques mesures pour limiter ces effets :

- Quand vous voyez seulement une ou deux barrettes affichées sur l'écran de votre téléphone, cela signifie que le signal est faible et que votre téléphone émet plus fortement pour se connecter à l'antenne. C'est à ce moment-là que les radiations sont les plus élevées. Attendez d'avoir toutes les barrettes pour un rayonnement plus faible.
- Le rayonnement est également plus important, quand c'est vous qui appelez, tandis que votre téléphone cherche la connexion. Si vous attendez jusqu'à ce que la connexion soit établie, votre exposition sera moindre.
- Réduisez la durée de vos appels – des appels plus courts signifient moins d'exposition.